



Les nouveaux “ Bonnets rouges ” de Basse-Bretagne

Ronan Le Coadic

► **To cite this version:**

Ronan Le Coadic. Les nouveaux “ Bonnets rouges ” de Basse-Bretagne. Etudes rurales, EHESS, 2004, 171-172, pp.93-102. <halshs-00489986>

HAL Id: halshs-00489986

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00489986>

Submitted on 8 Jun 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les nouveaux « Bonnets rouges » de Basse-Bretagne

Lors des dernières élections législatives en juin 2002, dans un bloc compact d'une centaine de communes situées à l'ouest de la Bretagne, le parti communiste a obtenu en moyenne, 15,43 % des suffrages exprimés, soit plus de trois fois la moyenne française (4,91 %). Trente-six d'entre elles vont même allées jusqu'à lui accorder de 20 % à 31,30 % des suffrages exprimés, soit quatre à six fois la moyenne française. Une telle fidélité au parti de Lénine en pleine période d'effondrement du vote communiste peut surprendre s'agissant du fin fond de cette Bretagne que des observateurs superficiels affublent volontiers et sans nuance, de la livrée des Chouans. Si, par endroits, « ce pays est le refuge de la réaction, c'est la faute des révolutionnaires, qui n'ont pas su le gagner à eux », écrit en 1913 le révolutionnaire Émile Masson (1869-1923), qui ajoute qu'« avec le breton, on peut faire un cantique ou chanter *l'Internationale* », ce que confirme le témoignage d'un élève de bts agricole des Côtes-d'Armor. « Chez nous, on est différent : on est communiste et on parle breton ! Pareil, Patrick aussi est très fier de parler breton. C'est un peu dans la façon d'être rouge. On n'est pas pareil que vous. Vous, vous êtes des chouans : vous parlez le français. Nous, par chez nous, on parle le breton et on est rouge. . Dans ces patelins-là, c'est lié au terroir ». . Autre façon de dire que "« le bastion communiste chevauche toutes les divisions de Bretagne, anciennes ou récentes, administratives, sociologiques ou ecclésiastiques. Il ne présente d'homogénéité qu'aux points de vue linguistique, puisqu'il se situe à 99 % en pays bretonnant, et géographique, puisqu'il est à 73 % montagneux (au sens breton du terme) et qu'il est dans une très large proportion rural et paysan ». Plus précisément, quatre-vingt-dix-huit des quatre-vingt-dix-neuf communes qui constituent le « bastion » communiste breton sont situées en Basse-Bretagne et se trouvent, en outre, en plein cœur de la région où la langue bretonne est la plus pratiquée aujourd'hui. Tous ces éléments, qui peuvent à tort paraître paradoxaux, constituent l'une des matrices d'intelligibilité du communisme paysan bas-breton. Contre les stéréotypes d'une Bretagne archaïque et conservatrice, on voudrait montrer que le communisme a trouvé en Basse-Bretagne un terrain propice (i) où de solides fondations ont été construites au fil du temps (ii), avant de constituer le bastion actuel (iii), qui menace certes de s'écrouler sous l'effet du déclin généralisé du Parti, mais qui tient encore debout, solide.

Un terrain propice au communisme agraire

La genèse du « bastion rouge » se situe dans la longue durée. L'un des plus anciens éléments qui a pesé sur les conditions d'implantation du communisme dans cette

zone aux confins des Côtes d'Armor, du Morbihan et du Finistère, est sûrement la quévaise. La quévaise a perduré jusqu'à la Révolution, mais est restée présente tant dans la mémoire collective que dans les pratiques d'organisation et d'exploitation des terres. C'est « une coutume née de conditions destinées à attirer des défricheurs, puis à les transformer en agriculteurs », explique Jeanne Laurent. Les ordres religieux, Cisterciens d'abord, puis Templiers, à l'origine des quévaises, se sont implantés en Basse-Bretagne durant la première moitié du xii^e siècle [Laurent 1972]. La quévaise est une « hostise », institution qui, pour le défrichement, attire des « hôtes » nés sur d'autres terres. Ce sont souvent des personnes en rupture de banc avec la société, car les terres des Templiers et des Hospitaliers détiennent le privilège du droit d'asile. À son arrivée, chaque hôte reçoit un lopin de terre dont il a la jouissance illimitée sans jamais en être propriétaire. En échange, il doit payer une rente annuelle. Les lopins sont tous exactement de même taille et il est interdit de bâtir des clôtures sur les terres communes. Enfin, la quévaise se caractérise par une véritable vie communautaire dans un habitat groupé, rare en Bretagne. Ce mode de vie singulier, qui a fonctionné pendant sept siècles, est susceptible d'avoir façonné les représentations de générations qui l'ont vécu mais également des générations ultérieures en favorisant une attitude positive à l'égard du collectivisme et de l'égalitarisme. En effet, la coïncidence entre la carte des communes et des paroisses à quévaises, situées dans les Monts d'Arrée ou dans le Trégor intérieur (région de Bégard et Guingamp) et la carte actuelle de la partie septentrionale du territoire de l'actuel bastion communiste ne laisse pas d'être source d'interrogations. Toutefois, les particularités de la quévaise, parfaitement adaptées au cadre originel du défrichement et de la vie communautaire, deviennent insupportables à mesure de l'évolution des sociétés bretonnes. La guerre de Succession de Bretagne (1341-1381) provoque en effet la désertion des campagnes et dans des villages aux trois-quarts abandonnés, ceux qui restent s'entendent pour réserver les abords de chaque quévaise à leurs tenanciers. Puis ils bâtissent des talus sur ces parties des terres communes proches de leurs lopins. Les moines le leur refusent, arguant d'un droit qui, à l'origine oral et évolutif, s'est progressivement figé en droit écrit. Les tenanciers engagent donc de nombreux procès contre leurs seigneurs, qu'ils perdent régulièrement. La situation devient explosive et génère des siècles de haine à l'encontre des moines ainsi que de nombreuses révoltes et violences. C'est une première source d'hostilité envers l'Église, alimentée par d'autres événements. Selon Georges Minois, de 1500 à 1620, le Trégor connaît son apogée de la piété populaire médiévale, et « pardons, pèlerinages, foires, offrandes, fondations pieuses connaissent un essor extraordinaire » [Minois, 1987 : 73]. Quant au clergé, « les statuts synodaux de Guy Campion entre 1620 et 1624, dépeignent les chanoines comme des vauriens, qui ne portent même plus l'habit ecclésiastique dans la cathédrale, qui passent leur temps à la taverne, mangent et boivent pendant les offices qui se déroulent d'ailleurs dans la plus épouvantable confusion » [Minois, 1987 : 89]. Les fidèles, cependant, n'en veulent pas à leurs prêtres, qui sont au sein de la population trégorroise comme autant de poissons dans l'eau, du moins jusqu'à la Contre-Réforme tridentine visant à remettre en vigueur la séparation du sacré et du profane. Cependant, les paysans trégorrois n'éprouvent pas le besoin de réformer leur foi, ni leurs pratiques. En outre, la réforme vient de l'épiscopat et les prêtres chargés d'en diffuser le message d'austérité ne peuvent guère prêcher par l'exemple. De plus, la réforme vient de l'Est francophone, et « le Trégor est d'autant plus méfiant vis-à-vis de ces innovations qu'elles sont issues d'une culture étrangère suffisamment proche et présente pour être menaçante » [Minois, 1987 : 323]. Enfin,

la paysannerie se méfie d'une réforme qui a séduit la noblesse par son aspect intellectuel et élitiste. Il s'ensuit que la Contre-Réforme aboutit à un échec : le nouveau clergé est ressenti par la population comme étranger, et de ce fait, il est isolé. Les fidèles se détachent de la religion, continuant, certes, à fréquenter la messe jusqu'au xix^e siècle, mais surtout par conformisme et peur de l'Enfer. La diminution de l'emprise du clergé sur la population et la chute de la ferveur religieuse, si elles n'ont pas mécaniquement favorisé l'émergence de courants revendicatifs dans le Trégor et la Cornouaille, n'ont pas été non plus des facteurs qui ont joué en leur défaveur, en sorte qu'a pu émerger une forte tradition de luttes agraires égalitaristes.

Au fil des siècles, une succession de révoltes agraires met les paysans bretons aux prises avec la noblesse et les villes. C'est le cas dès 1490, en pleine guerre franco-bretonne, puis en 1589-1590, lors des guerres de la Ligue. En 1675, sous le règne de Louis XIV, la célèbre révolte des « Bonnets Rouges » embrase la région, mettant en cause l'ordre féodal dans son ensemble. Or, il faut le souligner, ce sont toujours les mêmes zones qui se soulèvent : le Trégor et la Cornouaille qui prendront ultérieurement le parti de la Révolution, puis celui de la République. Elles constituent ce que Pierre Flatrès a appelé la « diagonale contestataire », dont l'actuel bastion communiste est le cœur. Mais comment expliquer ce choix continu pour la contestation, alors que la Haute-Bretagne, le Léon et le Vannetais prennent toujours, eux, le parti de l'Ordre ? En premier lieu, les paysans insurgés agissent pour des motifs égalitaristes, dotés d'une sorte de conscience de classe les opposant tant à la noblesse qu'aux villes. « Sous le « bruit et la fureur de la populace furieuse et enragée » se dégage d'abord, en 1590 comme en 1675, la revendication de l'égalité (...). Or, la ville comme la noblesse mettent en cause cette égalité » [Meyer et Dupuy, 1975 : 421-422]. En deuxième lieu, la fronde est la plus forte là où le sentiment d'injustice est le plus grand, c'est-à-dire en pays de domaine congéable et là où les rapports avec la noblesse sont les plus difficiles.

Ainsi, on constate une remarquable concentration sur un même espace de trois facteurs décisifs qui ont préparé les esprits, comme on prépare un sol : la mémoire longue de la quévaïse, une sécularisation de la vie quotidienne, et un esprit égalitariste, propice à la révolte. Cette triple confrontation de ces populations bretonnes à leur histoire a pu constituer un terrain favorable à l'implantation des idées de gauche dans leur version communiste. Cette généalogie ne peut pourtant jouer à elle seule ; elle vient s'articuler à des facteurs conjoncturels et structurels qui vont donner au communisme de solides assises.

De solides fondations

Depuis longtemps, le Centre-Bretagne n'est pas exclusivement agricole, puisque des industries rurales y sont implantées. Tout d'abord, les industries de la forêt font vivre outre des charbonniers et des sabotiers, de nombreux bûcherons qui constituent un véritable prolétariat. Ils n'ont que leur force de travail pour vivre ; ils sont payés à la pièce ; ils ont une forte conscience de groupe ; certains d'entre eux travaillent en usine l'été ; enfin, leurs conditions de vie sont précaires. En deuxième lieu, le sud du bastion compte de nombreuses ardoisières. En 1911, on en dénombre vingt-quatre, faisant vivre 5 000 personnes, avec des salaires très faibles, par assimilation aux ouvriers agricoles. En outre, dès le xviii^e siècle, la grande industrie est également présente dans la région. En 1732, la Compagnie des Mines de Basse-Bretagne est

créée pour exploiter les mines de plomb argentifère de Poullaouën et Huelgoat. Ses cadres sont originaires d'autres provinces du royaume et surtout de Grande-Bretagne et d'Allemagne ; en revanche, l'immense majorité de la main-d'œuvre est constituée de journaliers recrutés sur place. Cambry, dans son *Voyage dans le Finistère*, en 1794 et 1795, parle de « 2 400 hommes, femmes et enfants employés à la mine ». Ceux-ci conservent une mentalité paysanne, mais se révoltent aussi parfois, notamment en 1767, quand la Compagnie veut diminuer le salaire des casseurs. Une grève, menée à l'initiative des femmes, conduit la Compagnie à capituler. Les mines ferment certes leurs portes dès les années 1870, mais on ne peut néanmoins totalement exclure que le temps des mines a permis de conserver le sens des luttes sociales. Par ailleurs, Carhaix, dotée de la première gare à réseau métrique de France, comporte dès 1890-1900 un important centre cheminot qui a compté jusqu'à quatre cents ouvriers travaillant pour les chemins de fer dans la ville. Les cheminots, contrairement aux catégories précédentes, appartiennent clairement à la classe ouvrière et ils le revendiquent, en raison notamment d'une tradition syndicale très comparable à celle d'autres catégories ouvrières. Cependant, d'autres « semeurs d'idées » ont également de l'influence sur les ruraux. Parmi les mécanismes favorables à l'apparition d'un vote de gauche, André Siegfried soulignait l'importance de la « circulation des idées ». Avant l'apparition du communisme, deux groupes complètement différents concourent à diffuser des « idées nouvelles » dans la zone concernée. D'une part, les *pilhaouerien* (les « chiffonniers ») – marchands ambulants qui parcourent la région à la recherche de chiffons vendus aux moulins à papier – introduisent très tôt des idées républicaines dans les Monts d'Arrée, par les contacts réguliers qu'ils entretiennent avec les villes. D'autre part, des protestants s'établissent en Basse-Bretagne à partir du début du xix^e siècle, à l'initiative de missionnaires gallois. Ils s'implantent dans la diagonale contestataire, sans doute parce que l'Église catholique s'y trouve déjà affaiblie. En butte à l'hostilité générale, ils doivent lutter, non seulement contre le clergé catholique, mais contre toutes les autorités. Par la suite, certains intellectuels ou certains convertis n'ont pas hésité à établir une continuité entre protestantisme et communisme. Quand le parti communiste apparaît, il peut compter sur divers diffuseurs d'idées. Contrairement à une idée répandue, il ne semble pas que les instituteurs soient les colporteurs des idées communistes, en revanche, ils permettent aux jeunes d'émigrer dans de bonnes conditions en les dotant d'un bon bagage scolaire. À partir du début du xx^e siècle, en effet, un fort exode se développe en Bretagne, au point que, malgré sa forte natalité, la population de la péninsule décroît de 1911 à 1946. Le pôle essentiel d'accueil de cet exode est la région parisienne, notamment la région de Saint-Denis, où les associations de Bretons de Paris sont contrôlées par le parti communiste. Très vite, les Bretons déracinés « virent au rouge » ; et, quand ils reviennent au pays, ils diffusent les idées révolutionnaires. Ces idées séduisent d'autant mieux les populations qu'elles ont sous les yeux des figures du dévouement communiste. Fernand Jacq à Huelgoat ou Marcel Hamon à Plestin-les-Grèves, prêchent par l'exemple. De même, Marcel Cachin, directeur de *l'Humanité* de 1918 à 1958, est un personnage de grande envergure qui sait rester « proche du peuple » et qui revient fréquemment en Bretagne, où il est aimé et respecté, même de ses adversaires politiques. C'est dans ce contexte qu'un traumatisme vient secouer le monde rural. Les années 1920 sont une période de prospérité pour l'agriculture bretonne ; ses revenus augmentent à mesure qu'elle s'ouvre sur l'extérieur et s'intègre à l'économie globale. Quand la grande dépression des années trente survient, elle subit le sort de cette économie et s'en trouve fragilisée. Le mécanisme de

propagation de la crise est simple : d'un côté, les prix baissent, vraisemblablement en raison d'un excès d'offre, car les progrès techniques ont augmenté les rendements et les conditions climatiques ont été très bonnes ; de l'autre, la demande diminue, en raison de la chute des revenus urbains. Or, les charges continuent de s'alourdir, qu'il s'agisse des machines, des engrais, de la main-d'œuvre ou des charges sociales. La situation se dégrade rapidement et, en 1935, le préfet des Côtes-du-Nord craint des troubles politiques. « La crise agricole », écrit-il en effet au Ministre de l'intérieur, « survenue après les dix années de prospérité qui ont suivi la guerre, a profondément transformé l'âme paysanne ; les ruraux ont pris conscience de leur force ». Or, la situation est grave : plusieurs faillites se produisent, suivies de ventes-saisies qui consistent à saisir les biens d'un agriculteur, dans l'incapacité de rembourser ses créanciers puis à les vendre aux enchères. Elles provoquent un profond traumatisme dans les campagnes. Dans l'ouest des Côtes-d'Armor, les communistes sont les plus farouches à les combattre. Ils mettent au point deux façons de faire imparables : venir en masse faire pression sur l'assistance afin que personne n'ose proposer une enchère ou, au contraire, surenchérir sans discontinuer pour que les biens mis en vente atteignent une valeur dissuasive (« folle enchère »). Le parti communiste y gagne bientôt une grande popularité lui permettant non seulement de s'implanter dans des zones déjà gagnées à la gauche, mais également, au lendemain de la guerre, de faire basculer vers le communisme les cantons de Plestin-les-Grèves et Plouaret, traditionnellement acquis à la droite. L'activisme de Marcel Hamon n'y est pas étranger : ce « militant qui parle simplement, en breton », ce « garçon du pays », est un organisateur infatigable qui organise deux cents réunions publiques contre les ventes-saisies. Ces dernières jouent donc le rôle de « grand événement qui bouleverse les sentiments », selon l'expression de Paul Bois ; les communistes savent s'y investir à fond et se constituer ainsi un capital de sympathie. Ces ralliements, ces basculements, ces sympathies et ces fidélités résolues vont progressivement se cristalliser et se structurer pour faire Parti.

Le bastion

La guerre fait passer le parti communiste du stade de petit parti en expansion à celui de parti dominant et omniprésent. Auréolé de sa participation à la Résistance et fort des sacrifices de ses membres, il devient à la Libération une véritable « organisation de masse », soutenue par une galaxie d'organisations amies, qui contribuent à attirer la population vers le communisme. À son apogée, en 1946, le parti communiste compte 4 300 membres dans la région, soit un pour huit électeurs ; ils sont encore 1 700 en 1956. Le maillage est dense : la seule section de Scrignac comprend dix cellules. Certes, il s'agit d'une place forte du pc dans le secteur, car passé l'enthousiasme de l'après-guerre, des dizaines de cellules végètent. Néanmoins, si le vivier militant fluctue, il ne disparaît pas et contribue à entretenir la puissance électorale du parti. Comme dans toute la France, les résultats électoraux du Parti communiste à la Libération sont spectaculaires. Cependant, alors qu'ailleurs le repli est rapide, ici les positions acquises sont conservées, quel que soit le scrutin considéré. Trente maires communistes, dont deux tiers de paysans, sont élus en 1945, quand ils n'étaient que deux en 1935 ; ils sont encore vingt-cinq en 1953. Onze conseillers généraux communistes sont élus en 1945 ; ils sont encore sept après les renouvellements de 1949-1951 et 1955-1958. Sept députés communistes sont envoyés à l'Assemblée nationale par les Bretons en 1946, dont deux sont issus

du Centre-Bretagne où le parti communiste totalise 40 % des suffrages exprimés (et la majorité absolue dans une vingtaine de communes) ; ils sont encore cinq en 1956, dont trois sont issus de la zone d'étude. La puissance électorale du parti communiste est encore plus grande dans certains secteurs. À Plufur, Saint-Nidodème, Coatacorn, l'influence du pc est particulièrement considérable, et ces communes acquièrent ainsi une solide réputation. Trémel, Lanvellec, Plounévez, Louargat, Saint-Laurent, Coadout, Kergrist, Saint-Nicolas-du-Pélem, Berrien, Scignac, Huelgoat, Motreff, Spézet, Landeleau et Leuhan marient communisme rural et municipal, rayonnent d'un rouge vif, déteignent sur les communes voisines et contribuent à inscrire l'influence communiste dans l'espace et la durée. Les réalisations de leurs élus et l'activisme de leurs militants servent d'exemple et alimentent le discours dominant. De la Libération à nos jours, le parti communiste, qui se présente désormais explicitement comme l'héritier des Bonnets Rouges, revendique la lutte en faveur des déshérités. Alors qu'à la fin de la guerre, on trouve à tous les niveaux de l'éventail idéologique une lecture « techniciste » et moderniste du développement agricole, seul le parti communiste, du moins sa voix bretonne, tient un propos qui ressemble à celui des agrariens de gauche d'avant-guerre. Il brosse un sombre tableau des campagnes bretonnes et propose diverses mesures pour sauver la petite exploitation et mettre un frein à l'exode rural. En prônant une lutte de classes entre « petits » et « gros » agriculteurs, il se pose en défenseur du petit et moyen exploitant. Ces paradoxes font dire à Edgar Morin qu'un « dérèglement métabolique » règne en Bretagne : les petits paysans « rouges » sont individualistes et passésistes alors que les « blancs » innovent et coopèrent. Pourtant, en son bastion de Basse Bretagne, le parti communiste offre aux gens qui se reconnaissent en lui un sens à donner à leur vie. Pour l'ancien chef des ftp du Finistère, Daniel Trelu, « chez les paysans des Monts d'Arrée il y a l'espérance d'un monde beaucoup plus fraternel ; il y a une transposition des valeurs de l'Évangile dans la doctrine communiste ». Le pc promeut, en effet, les valeurs de l'altruisme et du dévouement. Il diffuse une symbolique : à Lesconil, sur les maisons et les tombes des marins, on voit la faucille, le marteau et l'étoile rouge ; en Centre-Bretagne, dans les années 1950, des secrétaires de section distribuent des portraits de Staline. Le Parti fonde sa légitimité sur un sacrifice, celui des « martyrs » de la Résistance. Il s'appuie sur des représentants qui remplissent les fonctions que les Bretons attendaient jadis du clergé : ils font partie intégrante de la population des « petits », dégagent un charisme et se consacrent avant tout aux questions agricoles et de la vie quotidienne. Enfin, exactement comme une Église dans l'optique de Durkheim, le pc renforce et restaure par ses rites, la solidarité du groupe : l'une de ses grandes activités consiste, en effet, à organiser des cérémonies commémoratives ou funèbres ; les obsèques des anciens résistants communistes sont l'occasion pour la communauté de se resserrer autour de ses disparus et d'entendre les discours des nouveaux dirigeants communistes locaux. C'est probablement ainsi que le parti communiste parvient à résister aussi longtemps en Basse-Bretagne quand tout s'effondre autour de lui.

En marge de la vie politique nationale, le pc conserve dans son bastion breton l'essentiel de son capital militant et surtout électoral pendant des décennies. Il engrange même de nouveaux mandats électifs au cours des années soixante-dix. L'union de la gauche lui profite là où il était le plus solidement implanté, et il faut pratiquement attendre 2001 pour que de larges fractures viennent lézarder le bastion. Entre temps, cependant, ses fondations se fragilisent : sa base sociale, la petite paysannerie disparaît progressivement. De plus, la population du bastion

vieillit ; c'est certes, à court terme, un gage de maintien de la « tradition rouge », mais cela représente aussi une menace de disparition pure et simple. Il s'ensuit que la force militante du pc décline et que, bientôt, les « Petites Russies » disparaîtront disparaissent les unes après les autres. Aux élections locales, les pertes des années 1989 et 1995 sont encore compensées par des gains ; ce n'est plus le cas en 2001. De 1995 à 2001, en effet, le nombre des municipalités communistes dans le bastion passe de vingt à douze et, de 1998 à 2001, le nombre de conseillers généraux passe de huit à trois. Des élus âgés, qui ont accompli cinq ou six mandats, se présentent une fois de trop. En outre, de larges coalitions se constituent, qui ne veulent plus d'élus communistes, dénoncés comme « des freins au développement » et comme « symboles de fermeture ». Aux élections nationales, le parti communiste se maintient jusqu'en 2001. Ainsi, aux présidentielles de 1995, Robert Hue arrive en tête de tous les candidats dans le canton de Callac et, en juin 1997, Félix Leyzour est largement élu député. Mais en 2002, les tendances nationales ne sont plus atténuées : Robert Hue n'obtient que 9,82 % des voix dans le bastion et seules seize communes lui accordent plus de 15 % des voix. Aux élections législatives, cependant, le parti communiste remonte la pente et obtient 15,43 % des suffrages exprimés ; cinquante et une communes lui accordent plus de 15 %. Depuis longtemps, la force électorale l'emportait sur l'organisation partisane qui, cependant, contribuait à l'entretenir. Mais, depuis les années 1980, le vivier ne se renouvelle plus. Au-delà des rites funéraires (les obsèques civiles des vétérans), les manifestations non électorales se limitent désormais à des potées cantonales et à quelques fêtes de section qui attirent les (vieux) convaincus. L'action syndicale subit de manière plus accentuée encore cette évolution et le modef n'a désormais plus d'élus aux Chambres d'agriculture.

Conclusion

Le bastion communiste breton ne relève ni du paradoxe ni d'un motif unique et circonstanciel mais d'un faisceau de raisons profondes et convergentes, qui s'inscrivent dans la longue durée. Par une sorte d'effet d'hystérésis, il tient encore debout, vaille que vaille, malgré les terribles coups de boutoir qu'il a subis en 2001 et 2002. Cependant, sa vigueur très relative est également illusoire puisqu'elle repose sur l'âge d'une population qui dorénavant se borne à reproduire une « tradition rouge », là où de jeunes défricheurs inventèrent jadis un communisme avant la lettre.

Références bibliographiques
Garlan Yvon et Nières Claude, *Les révoltes bretonnes de 1675. Papier timbré et Bonnets rouges*, Paris, Éditions sociales, 1975.
Laurent Jeanne, *Un monde rural en Bretagne au xv^e siècle, la quévaise*. Paris, sevpen, 1972.
Le Coadic Ronan, *Campagnes rouges de Bretagne*, Morlaix, Skol Vreizh, 1991.
Le Foll Jean-Pierre, *Campagnes rouges de Bretagne centrale : l'implantation communiste en Trégor intérieur et Haute-Cornouaille, 1944-1958*, Mémoire de maîtrise, Brest, septembre 1989.
Le Guirriec Patrick, *Paysans parents partisans dans les Monts d'Arrée*, Brasparts, Beltan, 1988.
Meyer Jean et Dupuy Roger « Bonnets Rouges et blancs bonnets », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, Tome 82, 1975, n° 4.
Minois Georges, *La Bretagne des prêtres en Trégor d'ancien régime*, Brasparts, Beltan, 1987.